



R.P. No 7/86 FD/gch

Séoul, le 24 septembre 1986

La République de Corée:
un pari sur l'avenir
(rapport de fin de mission)

Copies: - Ambassade Beijing
- " Moscou
- " Tokyo
- " Washington
- Mission New York
- " Genève
- Ambassadeur S. Arioli, DFEP, OFAEE
- MG Pierre Jordan, Panmunjom
- M. Hans-Peter Erismann, Le Caire

1. Situation politique et économique

Le passage troublé des années soixante-dix aux années quatre-vingts, avec l'assassinat du Président PARK Chung-Hee et finalement les émeutes de Kwangju, avait fait naître des sentiments d'inquiétude, ici et à l'étranger, quant à la stabilité du pays et à son avenir.

La prise du pouvoir par le Général CHUN Doo-Hwan avec l'appui des forces armées a cependant rapidement ramené l'ordre et la confiance des Coréens dans l'avenir du pays.

Après une période de stagnation économique pendant laquelle le Gouvernement s'est attaché à préserver l'acquis et à corriger les erreurs du passé, en adoptant une politique économique d'une extrême rigueur, le développement du pays a repris. Les meilleurs économistes, formés presque sans exception dans les plus prestigieuses Universités américaines, furent appelés à la rescousse et placés à des postes de commande. Leur expertise, alliée à un dirigisme que la tradition confucéenne permet seule d'accepter, a rapidement porté les fruits escomptés. La Corée est sortie du marasme et a notamment réussi en quelques années à ramener l'inflation de plus de 40 % aux alentours de 1 à 2 % l'an. La croissance du PNB a repris à un taux qui n'a cessé de s'améliorer au cours de ces quatre dernières années, pour se situer actuellement à 8 %. Pour la toute première fois, la balance des paiements courants enregistrera pour cette année un excédent. Certes la dette extérieure reste importante mais son service ne pose pas de

problèmes majeurs. Du moins pas pour l'instant car les conditions extérieures sont favorables à la Corée, avec un bas prix de l'énergie et une monnaie qui a suivi le cours descendant du dollar, ce qui rend les produits coréens particulièrement attrayants dans les pays à monnaie forte, comme au Japon et en Europe. Si ces conditions devaient changer notablement, l'économie de la Corée en ressentirait immédiatement les effets. Le marché américain étant le plus important pour elle, la conjoncture américaine l'affecte très directement. Etant donné les incertitudes que comporte l'état de santé de l'économie américaine, et les tendances protectionnistes du Congrès, des efforts importants sont entrepris pour diversifier les marchés susceptibles d'absorber les produits coréens, notamment vers les pays de la Communauté et vers le Japon dont les échanges avec la Corée accusent un excédent chronique de quatre milliards de dollars par an.

Les différents secteurs industriels enregistrent certes des succès variables mais, comme les grands groupes industriels sont très diversifiés, les bonnes affaires compensent les mauvaises et, dans l'ensemble le résultat reste positif. Les petites et moyennes entreprises ont sans doute la vie plus dure mais elles aussi devraient, à terme, bénéficier de l'amélioration globale de la situation.

Pour la grande majorité de la population, les succès économiques qui garantissent un niveau de vie en constante hausse suffisent à légitimer, en quelque sorte, un régime d'essence peu démocratique. Les pouvoirs très étendus du Président ne sont finalement contestés à voix haute qu'au sein même des universités par les étudiants radicaux qui ne constituent qu'une faible minorité et qui manifestent traditionnellement, depuis plus de vingt ans, contre le pouvoir quel qu'il soit.

Cela ne signifie bien sûr pas qu'une partie de la population n'en pense pas moins, sans se manifester, mais elle n'est pas prête à tout risquer pour un changement qui n'en vaut sans doute pas la peine. La situation délicate de la République de Corée, face à la menace que sa voisine du nord, militairement plus puissante, fait peser sur elle, risque en effet de pousser les militaires à intervenir une nouvelle fois, pour assurer la pérennité d'un régime fort. Le Président n'a rien d'un chef d'Etat charismatique et ne fait rien non plus pour soigner sa popularité mais de tels soucis sont absents de la façon de penser confucéenne et ne répondent pas à un besoin de la part de la grande majorité de la population, habituée à voir dans le chef une figure à qui l'on doit respect et obéissance. Mis à part les impératifs de sécurité, le fait d'approcher le Président est un rare privilège. Si la personne du Chef de l'Etat ne suscite pas, de la part de la population, des sentiments particuliers d'affection ou de sympathie, il n'est jamais non plus l'objet de remarques désobligeantes ou critiques. Les caricatures n'existent pas et aucun mot ne circule à son sujet, ni d'ailleurs au sujet

d'aucun membre du cabinet. Le chef de l'Etat est une institution respectée et l'on s'interdit, surtout à l'endroit des étrangers, d'exprimer la moindre opinion au sujet de l'homme qui incarne cette fonction. Par contre les allusions critiques au sujet de son épouse passent parfois au travers de la retenue naturelle des Coréens qui estiment qu'elle ne devrait pas se mêler des affaires de l'Etat.

Depuis l'avènement au pouvoir du Président CHUN Doo-Hwan, la vie politique coréenne a connu un changement majeur à partir du 12 février 1985, date des élections générales à l'Assemblée nationale. Jusque là, le principal parti d'opposition s'était rendu peu crédible en faisant le jeu du parti gouvernemental, ce qui lui a valu d'essayer un échec retentissant aux dernières élections, au profit d'une formation nouvelle qui a pris sa place à l'Assemblée nationale. Depuis lors, le parti gouvernemental doit compter avec une véritable opposition qui donne à la vie politique coréenne un relief qu'elle n'avait pas connu depuis longtemps. La conséquence la plus spectaculaire de cette nouvelle situation a été l'acceptation par le Président, il y a quelques mois, du principe d'amender la Constitution avant la fin de son septennat qui échoit au printemps de 1988, pour procéder à l'élection du prochain Président selon un nouveau système. Chun ne peut pas solliciter une reconduction de son mandat aux termes de la Constitution qu'il a lui-même fait modifier sur ce point en 1980 pour empêcher à l'avenir que le Chef de l'Etat ne tente de se maintenir indéfiniment au pouvoir, comme l'ont fait ses précédesseurs Syngman Rhee et Park Chung-Hee. L'opposition entend introduire l'élection du Président au suffrage universel, tout en maintenant les pouvoirs actuels étendus du Président, alors que le parti gouvernemental veut maintenir le système de l'élection indirecte du Chef de l'Etat mais en limitant les pouvoirs de ce dernier et en donnant au Premier Ministre et à son cabinet l'essentiel des pouvoirs de l'exécutif.

La négociation cet automne d'un compromis sur une question aussi vitale pour l'avenir de la vie politique du pays donnera la mesure de la maturité de la vie politique coréenne. Depuis l'avènement de la République en 1948, après la libération de l'occupation japonaise (1910-1945), c'est la première fois qu'un problème aussi important est débattu sur le plan parlementaire. Beaucoup de mes interlocuteurs coréens sont sceptiques quant aux chances de trouver un moyen terme aux deux thèses en présence. Si la chose paraît difficile, de prime abord, je pense néanmoins personnellement que l'échéance de 1988 avec l'élection d'un nouveau Président et les Jeux olympiques à l'automne amèneront finalement les deux partis à s'entendre pour éviter une détérioration du climat politique intérieur qui pourrait, dans le pire des cas, provoquer une intervention des militaires qui se sentent responsables de la stabilité intérieure, face à la menace du Nord, et/ou compromettre le bon déroulement des Jeux olympiques et nuire par là

grandement à l'image que la Corée entend donner d'elle à l'étranger. Les mois à venir vont peut-être marquer un tournant important dans l'histoire politique de la Corée.

2. La situation au plan des droits de l'homme

La situation est allée en s'améliorant jusqu'en 1984 avec plusieurs amnisties massives et la promesse du Gouvernement de ne plus intervenir policièrement au sein des universités et de retirer de ces dernières les indicateurs chargés du renseignement sur ce qui se passe parmi les groupes d'étudiants politiquement motivés.

En 1985 cependant, à la suite d'une recrudescence des manifestations estudiantines, accompagnées d'occupations par la force de bâtiments publics et du Centre culturel américain, de nombreuses arrestations pour des motifs politiques ont été opérées et l'on estime actuellement entre 1000 et 1500 le nombre des détenus politiques.

A la suite de plusieurs affaires gênantes pour les services d'ordre, des sanctions ont été prises à l'encontre de policiers coupables de sévices à l'endroit de détenus ou de simples prévenus mais la tradition asiatique de brutalité de la part de la police à la vie dure et un écart sensible subsistera longtemps encore entre nos normes à ce sujet et ce que les Coréens admettent comme pratique courante.

3. Politique extérieure

Depuis le début, la politique extérieure du Président Chun a visé à marquer des points sur la Corée du Nord au plan diplomatique, en s'efforçant d'obtenir la reconnaissance diplomatique du plus grand nombre de pays possible (actuellement 124 pays contre 102 pour Pyongyang) et en effectuant des visites à l'étranger qui n'auront pas été aussi nombreuses qu'il l'aurait souhaité, à cause de l'attentat de Rangoon qui a mis fin, à la première étape, à un long périple qui devait lui faire visiter plusieurs pays d'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il s'est rendu cependant au Japon où c'était la première visite d'un chef d'Etat coréen, aux Etats-Unis deux fois, au Canada, en Afrique et en Europe.

Toujours avec le même objectif, la Corée s'est efforcée, avec succès d'ailleurs, d'attirer à Séoul le plus grand nombre possible de rencontres internationales, à l'échelon mondial ou régional. (Réunion de l'UIP, Assemblée mondiale des agences de tourisme, Assemblées annuelles de la BIRD et du FMI, Conférence préparatoire du GATT, Jeux asiatiques, Jeux olympiques

d'été de 1988, pour ne citer que les principales).

Vis-à-vis de l'Europe orientale et de la République populaire de Chine, la Corée s'est efforcée de nouer des contacts informels, par le biais de délégations participant à des rencontres multilatérales et en recevant à Séoul, avec beaucoup d'honneur et grand renfort de publicité, des représentants des pays de l'Est participant à des joutes sportives ou à des rencontres scientifiques.

Chaque fois qu'une occasion se présente d'entrer en contact avec des organismes officiels chinois, la République de Corée redouble d'attention et de bonne volonté, même au risque de porter préjudice à ses relations avec Taïpeh. Des occasions fortuites se présentent de temps en temps, à la faveur d'un détournement d'avion ou de bateau ou d'un accident survenant dans la mer de Chine qui sépare les deux pays. Les délégations chinoises qui sont amenées parfois à être reçues à Séoul le sont avec de grands égards pour encourager Beijing à user de son influence - actuellement limitée - sur Pyongyang, en faveur d'une réduction de la tension entre les deux Etats de la péninsule. Le commerce indirect par Hong Kong paraît être assez important, malgré l'absence de statistiques et la discrétion observée à ce sujet, de crainte de provoquer, comme ce fut déjà le cas il y a quelques années, des protestations de Pyongyang auprès des autorités chinoises. Notons que la RPC participe officiellement aux 10e Jeux asiatiques avec une importante délégation de 514 personnes. Le grand espoir de la Corée est de voir nombreux les pays du bloc oriental participer aux Jeux olympiques dans deux ans. Ce faisant, la Corée espère créer un climat qui pourrait faciliter un jour la normalisation de ses relations avec Pyongyang et lui permettre de devenir membre des Nations Unies.

La visite du Président Chun au Japon et la visite du PM Nakasone à deux reprises à Séoul devraient marquer l'entrée des relations bilatérales dans une phase nouvelle qui fait suite à la normalisation des relations intervenue en 1964. Le contentieux résultant des 36 ans d'occupation japonaise reste difficile à régler mais on s'achemine, à pas mesurés, vers des relations émotionnellement moins chargées.

Avec Washington, Séoul procède à des consultations fréquentes, au niveau des Ministres des AE, de la défense et de leurs proches collaborateurs, pour s'assurer de l'appui sans réserve des Etats-Unis, en cas de coup dur. Le Président Reagan a pris à cet égard des engagements non équivoques mais Séoul craint toujours les changements de locataires à la Maison-Blanche, depuis que le Président Carter avait émis l'idée que la présence américaine en Corée pourrait être réduite.

4. Dialogue intercoréen

Suspendu depuis douze ans, le dialogue entre les Croix-Rouges sud- et nord-coréennes a repris en septembre 1984, à la suite

des inondations dont une partie de Séoul et du centre du pays ont souffert. L'assistance humanitaire de Pyongyang, acceptée à la surprise générale y compris à celle du Gouvernement donateur, a débouché sur la reprise des pourparlers, alternativement à Pyongyang et à Séoul, et a permis, en août 1985 et pour la première fois depuis la partition de la péninsule, la visite au Nord comme au Sud d'un nombre limité de membres de familles séparées et d'une troupe folklorique. Parallèlement, des discussions se sont engagées à Panmunjom sur les échanges commerciaux et la coopération économique et des entretiens ont eu lieu, au même endroit, entre deux délégations parlementaires. De son côté, le Président du CIO a pris l'initiative de proposer à Pyongyang et à Séoul le partage de quelques épreuves sportives, dans le cadre des Jeux olympiques de 1988.

Depuis leur suspension unilatérale par le Nord, en janvier dernier, sous le prétexte des manoeuvres militaires annuelles américano-coréennes "Team spirit", aucune indication ne permet de penser que Pyongyang soit disposée à reprendre les discussions dans ces divers domaines, exception faite des discussions sur les Jeux olympiques qui devraient se poursuivre le mois prochain à Lausanne. Séoul a proposé plusieurs fois la reprise du dialogue, en se heurtant chaque fois au refus de Pyongyang. De même, le désir répété du Président Chun de rencontrer son homologue nord-coréen sans précondition, n'importe quand et n'importe où n'a pas rencontré d'écho à Pyongyang.

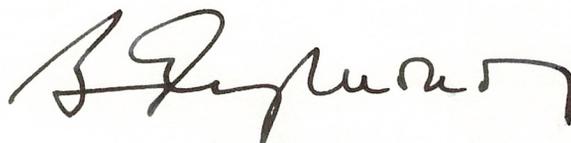
Ces discussions intercoréennes n'ont abouti à rien de concret. Elles ont cependant fait naître, en Corée du Sud tout au moins, l'espoir que quelque chose avait changé après la tragédie de Rangoon. En particulier, les conférences des Croix-Rouges dans les deux capitales et les rencontres des familles séparées avaient quelque chose de quasi miraculeux. Il a cependant bien vite fallu déchanter et se rendre à l'évidence que le moment n'était pas encore venu de parvenir à un rapprochement même modeste qui pourrait contribuer à un apaisement de la tension. Une fois de plus Séoul en retire l'impression que l'attitude de Pyongyang était et reste essentiellement inspirée par des considérations de propagande. Les discussions ayant plutôt tourné à l'avantage de Séoul, Pyongyang paraît dès lors ne voir aucun intérêt pour l'instant de poursuivre le dialogue.

L'approche pragmatique et réaliste de Séoul, convaincue qu'un rapprochement n'est possible que pas à pas, à la faveur de résultats limités mais concrets dans les divers domaines où une entente pourrait intervenir, sans provoquer de bouleversement, contraste singulièrement avec l'approche théorique et globale du tout ou rien adoptée par Pyongyang au cours des discussions. Cette différence méthodologique fondamentale, comme aussi les demandes irréalistes de Pyongyang de commencer par remplacer avant toute chose l'accord d'armistice par un traité de paix qui permettra le retrait des troupes américaines,

après quoi seulement le ciel se dégagera sur la péninsule, apportent la preuve que Pyongyang n'est pas réellement intéressée à un rapprochement. De surcroît, les grandes puissances responsables du partage de la Corée et le Japon s'accrochent fort bien au statu quo, pour des raisons différentes. Les Etats-Unis n'entendent pas perdre cette tête de pont en Asie et souhaitent que la situation continue à rendre leur présence militaire indispensable aux yeux de l'Etat-Major coréen. Le Japon, quant à lui, verrait d'un assez mauvais oeil une entente entre Pyongyang et Séoul qui permettrait à cette dernière l'accès aux matières premières du Nord et renforcerait la capacité concurrentielle de la Corée dont les succès industriels inquiètent l'industrie japonaise. L'URSS voit, dans le maintien de la tension, une bonne occasion de conserver une certaine influence sur Pyongyang qui aurait sans cela tendance à faire cavalier seul. Seule la République populaire de Chine pourrait avoir un intérêt à ce qu'un rapprochement intervienne entre Pyongyang et Séoul, dans la mesure où il lui serait alors permis de collaborer plus ouvertement avec la Corée du Sud dont l'expérience et les succès sur la voie de l'industrialisation pourraient lui être utiles pour la réalisation de ses propres desseins. A cela s'ajoute le fait non négligeable que les Coréens sont plus proches culturellement des Chinois que d'aucun autre de leurs voisins et ils voient avec dépit leurs protecteurs Américains et surtout les Japonais, honnis des Chinois, faire des affaires intéressantes avec la République populaire de Chine à leur place.

A moins d'un événement exceptionnel en Corée du Nord qui pourrait éventuellement survenir après la disparition de KIM Il-Sung et l'éviction de son successeur par une équipe plus souple et plus réaliste, il ne faut pas s'attendre à des changements spectaculaires dans la situation qui règne sur la péninsule. Le Président Chun Doo-Hwan est lui-même arrivé à la conclusion qu'un dialogue fructueux ne pourra s'établir que le jour où le rapport des forces militaires atteindra l'équilibre dissuasif auquel tendent les efforts de la République de Corée.

L'Ambassadeur de Suisse



Bernard Freymond

R.P. No 7/86 FD/gch



Séoul, le 24 septembre 1986

R é s u m é

La République de Corée:
un pari sur l'avenir
(rapport de fin de mission)

Copies: - Ambassade Beijing
- " Moscou
- " Tokyo
- " Washington
- Mission New York
- " Genève
- Ambassadeur S. Arioli, OFAEE, DFEP
- MG Pierre Jordan, Panmunjom
- M. Hans-Peter Erismann, Le Caire

Après les troubles qui ont suivi l'assassinat du Président PARK Chung-Hee en 1979, la Corée a retrouvé sa stabilité, conduite d'une main ferme par le Président CHUN Doo-Hwan installé au pouvoir par les forces armées.

La crise économique menaçante a été surmontée grâce à un dirigisme économique éclairé par les meilleurs experts du pays et la République de Corée, grâce aussi à un environnement économique favorable, a retrouvé sa vitesse de croisière. L'ordre rétabli, l'inflation jugulée et le quasi plein-emploi retrouvé, les Coréens ont repris confiance en l'avenir et accepté dans l'ensemble le pouvoir actuel, mis à part une portion minoritaire des étudiants et quelques éléments radicaux de la vie politique.

Lors des dernières élections générales à l'Assemblée nationale en février 1985, un nouveau parti d'opposition a pris, au Parlement, la place du principal parti d'opposition qui s'était discrédité aux yeux de l'opinion publique en ne jouant pas véritablement le rôle que les électeurs attendait de lui.

La présente session de l'Assemblée nationale qui s'est ouverte cette semaine et durera trois mois comporte à son ordre du jour l'importante question pour l'avenir de la vie politique intérieure d'une modification de la Constitution pour l'élection du Président au suffrage universel. Lancée par l'opposition, cette idée rencontre l'opposition du parti gouvernemental qui tient au maintien de l'élection indirecte pour le Chef de l'Etat mais envisagerait le transfert d'une partie importante de ses pouvoirs sur le cabinet. La possibilité d'un compromis n'est pas encore en vue et s'il

intervient, ce ne sera qu'à la dernière minute, pour éviter une crise grave.

Au plan des droits de l'homme, la situation s'est détériorée l'an dernier, à la suite d'une recrudescence des manifestations estudiantines, accompagnées d'occupations de plusieurs bâtiments publics. D'autre part, plusieurs scandales ont éclaté, à la suite de sévices dont des prévenus ont eu à souffrir de la part des organes de police.

En politique étrangère, la Corée poursuit ses efforts pour obtenir le plus grand nombre possible de reconnaissances diplomatiques et soigne son image de marque à l'étranger, par des visites du Chef de l'Etat ou de ses ministres et par organisation à Séoul de nombreux congrès internationaux.

Le chemin qui devrait conduire un jour à l'établissement de relations de bon voisinage avec la Corée du Nord passe, pense-t-on à Séoul, par une certaine normalisation des relations avec les pays du Pacte de Varsovie et la République populaire de Chine. A cet effet, Séoul recherche les contacts informels et traite avec les plus grands égards les délégations de ces pays qui sont parfois amenées à se rendre à Séoul, dans le cadre de rencontres internationales. Ces efforts devraient permettre que s'instaure, avec le temps, un climat favorable à l'entrée de Séoul aux Nations Unies et à l'établissement d'une forme de coexistence pacifique entre les deux Corées.

Le dialogue entre les deux capitales qui s'est renoué en 1984 mais a été suspendu au début de 1986 n'a guère fait avancer les choses et l'abîme qui sépare les deux Etats demeure insondable.

L'Ambassadeur de Suisse



Bernard Freymond